

L'hon. M. Martin: Mon honorable ami pourrait-il donner lecture de ce que j'ai dit à Banff? Je n'ai pas tenu ces propos à Banff.

M. Nesbitt: Je n'ai pas la coupure du journal ici, mais c'est certainement l'impression qui a été créée. Les comptes rendus de la presse avaient laissé entendre que le Canada pourrait faire partie de cette Organisation, et le ministre a également donné cette impression au comité des Affaires extérieures lors de ses séances.

On peut discuter l'à-propos de faire partie de cette organisation. Personnellement, je doute fort que nous devrions en devenir membre, et la plupart des raisons en sont évidentes. Comme je l'ai dit, un de mes collègues traitera à fond de ce sujet, mais permettez-moi de signaler que l'une des raisons que l'on a présentées en faveur de notre adhésion à cette organisation, c'est que nous faisons partie de la même région géographique. C'était peut-être vrai en 1942, mais l'âge des engins à réaction a modifié les choses; du point de vue géographique, nos intérêts se rapprochent davantage de l'Europe occidentale, du Japon et de l'Union soviétique que de l'Amérique latine, et actuellement nous entretenons certainement des relations très satisfaisantes avec les pays de l'Amérique latine.

Sous l'ancien gouvernement, des missions diplomatiques ont été établies dans tous les pays d'Amérique latine. L'an dernier notre commerce avec l'Amérique latine s'est élevé à 650 millions de dollars, et pourtant nous avons su nous éviter les ennuis qui découleraient de notre participation à l'Organisation des États américains. Si nous en étions membres, quelles seraient nos relations avec Cuba et qu'arriverait-il à notre commerce avec la République populaire de Chine? Il y a un autre avantage plus évident à ne pas faire partie de l'OEA. Dans ces circonstances, on ne peut s'attendre que le Canada tire les marrons du feu pour les États-Unis en Amérique latine et vice versa. J'estime qu'on aurait tout à perdre à ce jeu-là. Comme quelqu'un l'a déjà dit au sujet de l'Irlande et du Commonwealth, il s'agit d'en être membre sans en faire partie.

Il y a également la question du Commonwealth. Tout le monde est en faveur du Commonwealth et récemment le gouvernement a fait quelques déclarations à ce sujet, mais il semble qu'on parle beaucoup et qu'on agisse peu. Il y a lieu de croire que les choses avancent au sujet de la création d'un secrétariat du Commonwealth, à Londres probablement. J'estime que c'est une bonne idée et que cet organisme pourrait servir à des échanges de vues. Nous assurons actuellement des échanges de boursiers et d'étudiants avec des pays du Commonwealth et nous devrions

songer à assurer un échange d'instituteurs et de professeurs d'universités entre le Canada et les autres pays du Commonwealth. Nous serions ainsi un peu plus au courant des modes de pensée dans ces pays.

M. Baldwin: Échange des ministres.

M. Nesbitt: Ce serait peut-être une bonne idée.

M. Douglas: Nous pourrions en recevoir deux en échange d'un des nôtres.

M. Nesbitt: Il y a aussi une idée, proposée à diverses reprises. Elle ne valait que de loin pour Chypre, mais on pourrait peut-être l'appliquer plus tard utilement dans certaines régions d'Afrique. Je songe à la possibilité de constituer un corps du Commonwealth en vue du maintien de la paix dans les pays associés au Commonwealth. Nous savons tous que des troubles peuvent éclater bientôt en Afrique.

Il s'agit de choses positives. Mais des événements troublants se sont produits dernièrement au sein du Commonwealth. D'abord, il y a la déclaration du Ghana et du Tanzania à la récente conférence du Caire. On en a donné plusieurs commentaires dans les journaux, mais je voudrais signaler celui qui a paru dans le *Globe and Mail* le 14 octobre:

L'Indonésie et ses partisans ont fait valoir le point de vue de la Chine au sujet de la lutte mondiale, selon lequel le grand problème est celui de la destruction du capitalisme par la force.

Le président Sukarno a reçu l'appui des représentants du Tanzania, du Ghana...

Il y est question ensuite de plusieurs pays. Je crains que certains membres du Commonwealth aient adopté un point de vue dangereux et j'espère que le ministre et ses collègues feront tout leur possible pour convaincre le Ghana et le Tanzania que ce n'est certainement pas l'attitude que devraient adopter les membres du Commonwealth, animés des mêmes principes et des mêmes idéaux.

Nous pouvons peut-être comprendre pourquoi le Tanzania en particulier a adopté cette attitude. Sauf erreur, il y a un certain temps, le gouvernement de ce pays, par l'intermédiaire de son premier ministre M. Nyerere, a demandé au gouvernement canadien de lui fournir des instructeurs militaires pour ses forces armées. Je crois savoir aussi que le Canada a refusé de fournir un contingent militaire pour entraîner l'armée du benjamin du Commonwealth. Il me semble qu'il y a un manque de coordination considérable entre le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et son collègue, le ministre de la Défense nationale. En somme, la défense est réellement...